

INDUSTRIES DE FABRICATION MECANIQUE DU VERRE
ACCORD SUR LES
APPOINTEMENTS MENSUELS GARANTIS

Il est convenu entre les parties ce qui suit :

ARTICLE I - APPOINTEMENTS MENSUELS GARANTIS

Les appointements mensuels garantis (AMG) sont revalorisés comme défini dans l'annexe jointe.

Les éléments ci-dessous sont pris en compte dans la détermination des appointements mensuels garantis :

- Salaire de base
- Compensation pour réduction d'horaire
- Majorations ayant le caractère de fait d'un complément de salaire, (exemple : un complément individuel de rémunération) à l'exclusion des majorations pour travail du dimanche, des jours fériés, de nuit et d'éventuelles heures supplémentaires, et des primes d'ancienneté.
- Primes constituant un élément prévisible d'appointement à savoir la partie fixe ou plancher notamment des primes de rendement individuelles, des primes de rendement collectives dans la limite de 3 % du salaire de base, des primes sectorielles, des primes de production, des primes de productivité et à l'exclusion des primes collectives liées à la production globale de l'entreprise, sa productivité ou ses résultats.

Une dégressivité de ce pourcentage sera discutée lors des futures négociations.

ARTICLE II - SALAIRE MINIMAL PROFESSIONNEL (SMP)

Le salaire minimal professionnel (SMP) est porté à **4,224 €**.

ARTICLE III - REVALORISATION ANNUELLE

L'évolution des appointements mensuels garantis et du SMP fera l'objet de négociations dans le cadre des dispositions relatives à la négociation de branche sur les salaires.

en
JR




ARTICLE IV – BILAN DE BRANCHE

Un document de type « bilan de branche » sera mis à la disposition des organisations syndicales préalablement aux réunions paritaires « salaires » pour les années à venir.

Les parties conviennent de fixer une réunion paritaire en fin d'année, au cours de laquelle sera fait le rapport de branche sur l'égalité salariale entre les hommes et les femmes conformément à l'accord de branche sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes du 11 octobre 2007. Les parties tireront les conséquences des conclusions de ce rapport.

ARTICLE V – MODALITES D'APPLICATION

Si des nouvelles dispositions législatives ou réglementaires, postérieures à l'application du présent accord étant de nature à remettre en cause l'équilibre dudit accord, les organisations syndicales d'employeurs et de salariés s'engagent à examiner les conséquences que pourraient avoir ces nouvelles dispositions sur le présent accord.

ARTICLE VI – REVISION

Le présent accord pourra être révisé conformément aux dispositions légales.

Cet accord ne peut être révisé en tout ou partie qu'après un délai de prévenance de 3 mois.

La ou les parties signataires envisageant la révision du présent accord devront notifier aux autres parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, leur demande de révision. Cette demande devra être accompagnée éventuellement et si possible d'un nouveau projet.

La valeur du premier coefficient sera toujours au moins égale à celle du SMIC.

ARTICLE VII – DENONCIATION ET DUREE DE L'ACCORD

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Le présent accord pourra être dénoncé conformément aux dispositions légales. Un préavis de trois mois devra être respecté. La dénonciation sera notifiée par son auteur aux autres parties signataires et donnera lieu à dépôt conformément à l'article L. 2231 du Nouveau Code du travail. A défaut de la conclusion d'un nouvel accord collectif, les dispositions du présent texte resteront applicables pendant une durée de douze mois à compter de la fin du préavis.

CS
SR




ARTICLE VIII- DEPOT

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires auprès de la Direction Générale du Travail au service des Relations et des Conditions de travail, conformément aux dispositions des articles L.2231-5 et D.2231-2 et suivants du Nouveau Code du Travail.

Un exemplaire sera remis au Secrétariat-greffe du Conseil de prud'hommes de Paris.

ARTICLE IX – EXTENSION

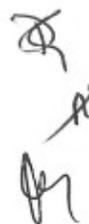
Les parties signataires demanderont l'extension de présent accord, conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 suivants du nouveau Code du Travail.

ARTICLE X – DATE D'APPLICATION

Cet accord s'appliquera au premier jour du mois civil suivant la date de sa signature.

Fait à Paris, le 27 octobre 2008

CN
27

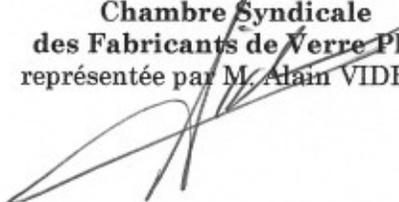



ORGANISATIONS SIGNATAIRES**EMPLOYEURS :**

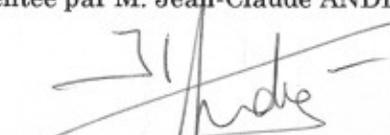
**Fédération des Chambres Syndicales
de l'Industrie du Verre,**
représentée par M. Michel GARDES



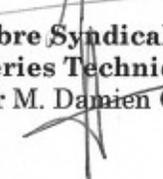
**Chambre Syndicale
des Fabricants de Verre Plat,**
représentée par M. Alain VIDEAU



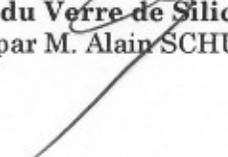
**Chambre Syndicale
des Verreries Mécaniques de France,**
représentée par M. Jean-Claude ANDRE



**Chambre Syndicale
des Verreries Techniques,**
représentée par M. Damien GICQUEL



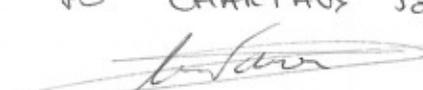
**Chambre Syndicale
du Verre de Silice,**
représentée par M. Alain SCHUFFENECKER


SALARIES :

FNTVC - CGT
représentée par M. Michel PETOT

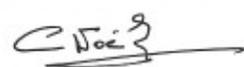
Fédéchimie - CGT-FO
représenté par M. M. Hervé QUILLET

FO CHARTAU Joël



FCE - CFDT
représentée par M. Francois LACARRIERE

CMTE - CFTC
représentée par M. Claude NOEL



Chimie - CFE-CGC
représentée par M. Christian DURIEU

ANNEXE

K	Appointements Garantis
125	1 321,03
135	1 327,03
145	1 337,03
155	1 348,03
165	1 360,03
180	1 375,85
190	1 404,39
200	1 463,65
215	1 556,63
230	1 649,61
250	1 773,58
270	1 897,55
290	2 021,52
315	2 176,48
345	2 362,44
375	2 548,40
390	2 641,37
410	2 765,34
450	3 013,29
550	3 633,14
660	4 314,98
880	5 678,66

SMP = 4,224 €

en
52
D
A

A
D